



LETTRE D'INFORMATION – Mardi 24 novembre 2015

Agenda

Lundi 30 novembre

- 14h30 : Remise du Prix François Rabelais 2014 de la Fondation européenne pour le Patrimoine alimentaire-Institut de France à **S.A.R. le prince de Galles**, membre associé étranger de l'Académie, pour son engagement en faveur de l'agriculture biologique et de la protection de l'environnement. Les invités sont priés d'être présents sous la Coupole avant 14h15.

-15h30 : **Agnès ANTOINE**, professeur à l'EHESS : « Religion et politique chez Tocqueville ».

Lundi 7 décembre

-15h : Père **Jérôme ROUSSE-LACORDAIRE** O.P., éditeur aux Editions du Cerf : « La franc-maçonnerie est-elle une religion ? ».

Lundi 14 décembre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-12h30 : Déjeuner des membres, salon Bonnefous.

-15h : **Bertrand VERGELY**, philosophe et théologien : « *L'Eglise orthodoxe face à l'humanisme* ».

-Comité secret.

-17h30 : Conférence de **Paul DEMBINSKI**, professeur associé à l'Univ. de Fribourg, directeur de l'Observatoire de la Finance (Fondation Éthique et Économie), G^{de} salle des séances.

Lundi 11 janvier

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : élection d'un membre au fauteuil I de la section Économie politique, statistique et finances.

-**Ronny ABRAHAM**, président de la Cour internationale de justice : « *la Cour internationale de justice* ».

-17h30 : Conférence de **Jean TIROLE**, membre de l'Académie (Fondation Éthique et Économie), G^{de} salle des séances.

Séance du lundi 23 novembre

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 9 novembre, le président **Chantal Delsol** a passé la parole à **Emmanuel Gabellieri**, professeur de philosophie à l'Université catholique de Lyon, qui a fait une communication intitulée : « *Enracinement, religion et mystique chez Simone Weil* ».

Après avoir rappelé que le titre *L'Enracinement* n'était pas de Simone Weil, mais d'Albert Camus et des éditions Gallimard qui trouvaient trop long le titre original, *Prélude pour une déclaration des devoirs envers l'être humain*, l'orateur a expliqué comment ce titre avait fait « l'objet d'interprétations multiples, négatives ou positives, masquant souvent les enjeux fondamentaux des derniers textes de Simone Weil à Londres en 1943. » Le texte de *L'Enracinement*, dont Simone Weil annonçait à ses parents trois mois avant sa mort qu'il serait son « grand-œuvre », devait « définir un type de société et une méthode d'action et de transformation de la réalité tels que soient unis travail et contemplation, c'est-à-dire les besoins de l'âme et ceux du corps, les nécessités de la vie et la transcendance de l'esprit, les racines du ciel et celles de la terre ». Il ne signifiait « ni un retour au politique qui s'éloignerait de la période métaphysique et mystique de 1941-42 à Marseille ni, en sens inverse, un passage de la politique à la religion. Mais précisément, un essai de réarticulation neuve, au moment où s'épuisent les temps modernes, entre religion, culture, politique, métaphysique et mystique ; où chacune de ces dimensions doit être complémentaire des autres, sans séparation ni confusion. »

« Ceci suppose de rompre avec le dilemme entre laïcité et religion, car les "obligations envers l'être humain" renvoient à un "desir du Bien" qui peut être objet d'une "foi" laïque ou religieuse. Ceci suppose aussi de retrouver l'universalité du christianisme, dont la vérité ne se restreint pas à sa visibilité historique, mais englobe toute semence du Verbe présente dans toute spiritualité authentique. »

« Simone Weil », a en outre précisé l'orateur, « n'est jamais "passée" de la politique à la religion au sens où on l'entend habituellement. D'une part, elle n'est jamais passée de l'un à l'autre parce qu'elle n'a jamais quitté en fait la préoccupation sociale et politique. Mais d'autre part, elle n'est pas passée de la politique à la religion au sens où nous le comprenons habituellement, parce que, antérieurement à son évolution religieuse, sa philosophie avait déjà mis depuis toujours une instance au-dessus du politique, une instance explicitement éthique et esthétique d'une part, implicitement métaphysique d'autre part. Autrement dit, l'éthique, l'esthétique et leur dimension métaphysique commune ont été le fil continu, le fil directeur caché entre les deux périodes (révolutionnaire ou conservatrice, politique ou mystique selon les catégories des uns et des autres) que l'on se plaît souvent à opposer chez elle. »

À l'issue de sa communication, **Emmanuel Gabellieri** a répondu aux questions que lui ont posées **Alain Besançon**, **Jean-Claude Casanova**, **Haïm Korsia**, **Bernard Bourgeois**, **Jean-Claude Trichet**, **Jean Mesnard**, **Xavier Darcos**, **Philippe Levillain** et **Jean Baechler**.

Dans la presse

- **Chantal Delsol** : « La France mûre pour un régime autoritaire ? », tribune dans *Le Figaro* du 12 novembre sur le sondage IFOP établissant que 67% des Français accepteraient un gouvernement technocratique non élu, et 40% un gouvernement autoritaire non élu. Extrait : « Signe patent, et les anciens le savaient déjà, que lorsque l'ordre ou la sécurité sont en danger, la liberté perd de son prix ; que la liberté est chose fragile, jamais donnée pour toujours, et dépendante de quelques bienfaits qui gardent sur elle priorité. Si l'on reprend les catégories de Weber, on peut dire que le pouvoir rationnel-légal, ou l'Etat de droit, demeure vulnérable, parce que s'il échoue dans ses buts il y a toujours derrière lui le recours de la force ou de l'autorité contraignante. Ainsi, quand une société démocratique ne voit pas ses problèmes dénoués par la démocratie, elle réclame et attend un sauveur, autrement dit une autorité charismatique, dont elle peut imaginer que le brio et même les excès sauraient résoudre ce qu'une sage raison n'a pas résolu. [...] Lorsque toute une société, craignant les idéaux maudits, a cessé de croire en quoi que ce soit, elle ne s'attache plus qu'au confort et à l'argent, et n'a plus besoin pour la gouverner que d'un technicien (un ennuyeux homme des chiffres) ou d'un dictateur (un homme autoritaire et dans le meilleur des cas, amusant). On n'a plus à discuter puisque la diversité des visions du monde a disparu. Il faut seulement maintenir le niveau de vie, et si possible, l'augmenter. Il suffit d'un despote ou d'un comptable. Il faut cependant préciser ce que la question elle-même comporte d'étrange. Si une grande partie des Français souhaitent les réformes, on ne voit pas pourquoi les politiques n'ont pas le courage de les accomplir. En réalité, les Français savent que les réformes nécessaires sont douloureuses, et que si un gouvernant démocratique les met en œuvre, ils seront immédiatement dans la rue pour l'en empêcher. Autrement dit, ils souhaitent qu'on les y force parce qu'ils se savent eux-mêmes sans courage. Ils sont comme un enfant qui réclamerait qu'on l'oblige à boire sa potion parce qu'il n'y arrivera pas de sa propre volonté. »

- **Thierry de Montbrial** : « La guerre contre l'Etat islamique sera de longue haleine », dans *Les Echos* du samedi 17 novembre. Extrait : « Plus encore après la tragédie du 13 novembre à Paris, chacun comprend enfin qu'il existe un intérêt commun à vaincre ce fléau, même en coopérant avec des régimes que nous n'aimons pas. Nous, les Occidentaux, avons perdu de vue la nature des relations internationales. Il s'agit toujours de balance ou d'équilibre entre des puissances et des intérêts. Une grande partie des difficultés d'aujourd'hui résultent d'une compréhension insuffisante de la situation au Moyen-Orient et d'erreurs répétées de la part des dirigeants. On a fait une focalisation sur Bachar al-Assad, mais il est clair qu'il ne peut y avoir de gouvernement suffisamment fort en Syrie sans une participation du régime sortant. Il n'y a pas d'ordre possible sans une coopération avec ce régime – quitte à ce qu'Assad lui-même finisse par s'en aller –, comme avec les Russes et les Iraniens. [...] Aussi bien à la fin de la présidence de Nicolas Sarkozy qu'au début de celle de François Hollande, on a décrété comme postulat que Bachar al-Assad devait être immédiatement éliminé. Certes, nous n'étions pas les seuls. L'idée que le président syrien allait rapidement s'effondrer et qu'il existait à court terme des alternatives viables au régime baasiste était une erreur de jugement. Nous aurions dû écouter les minorités libanaises ou irakiennes, notamment chrétiennes, qui nous mettaient en garde. »

- **Mireille Delmas-Marty** : « Le droit d'exception risque de devenir la règle », dans *Le Monde* du mercredi 18 novembre. Extrait : « Il valait mieux utiliser la loi de 1955 qui permet l'état d'urgence que l'article 16 de la Constitution qui confère les pleins pouvoirs au président de la République. Le chef de l'Etat n'avait pas d'autre choix s'il voulait riposter de façon extrêmement rapide et visible contre les agresseurs. En revanche, dans la durée, cette situation appelle sans doute une mise à jour de nos institutions. Mais cela ne peut se faire, comme le président l'a rappelé, que dans le cadre de l'état de droit et des engagements internationaux de la France. Au premier rang de ceux-ci figure la Convention européenne des droits de l'homme, qui admet des dérogations en cas "de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation", mais dans "la stricte mesure où la situation l'exige". En ce cas, un Etat peut déroger à un certain nombre de droits fondamentaux en prévoyant des mesures limitant, par exemple, le respect de la liberté, de la vie privée ou de la liberté d'expression. Tout ceci à la condition qu'on ne touche pas à ce qui est qualifié de droit indérogable, c'est à dire essentiellement le droit au respect de la dignité qui interdit la torture et autres actes inhumains, même contre des "barbares". »

À savoir

- A l'invitation de l'Université de Macao, **Marianne Bastid-Bruguière** a participé les 14 et 15 novembre à un colloque sur l'interprétation des réformes de la fin des Qing. Elle y a présenté une communication sur « la réforme de l'armée et la question du pouvoir militaire ».

- A l'issue de la séance solennelle du lundi 16 novembre, **Yvon Gattaz**, président de la section Economie politique, statistique et finances, a rendu hommage, en présence de plusieurs de ses confrères, de lauréats et de plusieurs invités, à la baronne Mariuccia Zerilli-Marimo, récemment disparue, qui avait fondé en 1984 le Prix qui porte son nom en mémoire de son époux, correspondant de l'Académie décédé en 1981. Après avoir retracé l'historique de ce Prix, il a fait l'éloge des lauréats du Prix Zerilli-Marimo 2015, co-auteurs du livre « *Entreprises familiales, défis et performances* » et représentés par le professeur Gérard Hirigoyen.

- **Jean-Robert Pitte** remettra à **Denis Maraval-Hutin**, correspondant de l'Académie (section Histoire et Géographie), les insignes de Chevalier de la Légion d'honneur, le mercredi 25 novembre en l'hôtel de la Société de géographie.

- A l'invitation du Club du Châtelet, **Xavier Darcos** donnera une conférence sur « la langue et la culture françaises face à la mondialisation », le mardi 8 décembre à la Chambre des Notaires de Paris.